



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle des
personnes placées sous main de justice**

**MARCHÉ Service de l'emploi pénitentiaire
Régie industrielle des établissements pénitentiaires**

Règlement de consultation n° 07/15052025

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES OU DE SERVICES

Personne Publique / Pouvoir Adjudicateur – auteur du marché :

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Agence du Travail d'Intérêt. Général et d'Insertion Professionnelle des personnes placées sous-main de justice **(A.T.I.G.I.P)**

Service de l'Emploi Pénitentiaire **(S.E.P)**

Régie Industrielle des établissements Pénitentiaires **(RIEP)**

11, Rue Louisa Paulin

19015 TULLE

www.sep.justice.gouv.fr

Objet de la consultation :

Fourniture et livraison d'emballages carton, papier et plastique destinés au conditionnement des produits manufacturés par les ateliers de l'ATIGIP-RIEP et du siège, réparties en 2 lots :

- Lot 1 : Emballage carton et papier
- Lot 2 : Emballage plastique

Date et heure limites de remise des offres :

Lundi 15 Septembre 2025 à 12h00

Le présent **appel d'offres est ouvert** et est soumis aux dispositions des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. Il est du type accord cadre à bons de commande, conformément aux articles R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique, sans montant minimum avec montant maximum.

Le présent Règlement de consultation comporte 8 pages numérotées de 1 à 8

Sommaire

Préambule – PRESENTATION DE L’ATIGIP SEP	3
Article 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
Article 2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
2.1. Étendue de la procédure	3
2.2. Forme et durée du marché.....	4
Article 3 - DIVISION EN TRANCHES OU EN LOTS	4
3.1. Dispositions générales	4
3.2. Dispositions particulières à l’Accord-cadre avec émission de bons de commande	4
Article 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
4.1. Forme juridique des groupements	4
4.2. Variantes	4
4.3. Avance forfaitaire et acompte	4
4.4. Acompte	4
4.5. Mode de règlement	5
4.6. Unité monétaire du marché.....	5
4.7. Code CPV	5
4.8 Délais.....	5
Article 5 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
Article 6 - REMISE DES OFFRES	5
6.1. Conditions d'envoi des offres	5
6.2. Réception des offres	5
6.3. Langue de rédaction des propositions.....	6
Article 7 – CONTENU DES OFFRES	6
7.1 Documents relatifs à la candidature.....	6
7.2 Documents relatifs à l'offre.....	6
7.3 – Échantillons	7
Article 8 – OUVERTURE DES PLIS – EXAMEN DES OFFRES	7
8.1. Analyse des offres.....	7
8.2. Choix de l’offre économiquement la plus avantageuse	8
8.3 - Attribution du marché	8

Préambule – PRESENTATION DE L'ATIGIP SEP

Le Service de l'Emploi Pénitentiaire (**SEP**) est un service de l'Agence du Travail d'Intérêt Général et de l'Insertion Professionnelle des personnes placées sous main de justice (**ATIGIP**), service à compétence nationale placé sous l'autorité du Directeur de l'administration pénitentiaire. Il a pour mission de développer le travail d'intérêt général, la formation professionnelle et le travail, dans les établissements pénitentiaires.

A ce titre l'**ATIGIP** est chargée de gérer le compte de commerce intitulé « Régie Industrielle des Etablissements Pénitentiaires (**RIEP**) » qui lui confère l'autonomie financière en matière d'achats et d'investissements

Le SEP-RIEP est en charge de l'emploi pénitentiaire en régie et à ce titre assure la gestion technique, commerciale, administrative et financière de ses ateliers de production implantés principalement dans des établissements pour peines.

Le SEP-RIEP, au sein de l'ATIGIP, bénéficie donc de modalités particulières de fonctionnement et d'organisation qui ont pour but de lui conférer une véritable dynamique d'entreprise adaptée aux exigences des marchés concurrentiels. Il est doté des moyens structurels et fonctionnels permettant de développer le travail pénitentiaire.

Ce souci de développer l'emploi en établissements pénitentiaires répond à trois préoccupations essentielles : Favoriser la réinsertion sociale et professionnelle de la personne détenue : respect des rythmes et des délais, atteindre un niveau de productivité et de qualité dans le travail exécuté, acquérir une réelle qualification professionnelle.

Permettre la constitution d'une source de revenus au profit du détenu, des victimes, de la collectivité.

Réguler la vie en détention : contribution au maintien de la santé et de l'équilibre psychologique des personnes détenues, prise en considération du respect de soi, des droits et devoirs.

L'ATIGIP-RIEP représente :

Environ 50 ateliers implantés dans une vingtaine d'établissements pénitentiaires, dans divers secteurs d'activités : confection - menuiserie boissellerie - métallerie - mécanique générale - imprimerie - informatique - traitement du son et de l'image - travail à façon - reliure - cuir - exploitation agricole.

1 200 détenus employés, encadrés en atelier par 150 personnels de l'administration, et appuyé par 60 personnels au siège de Tulle (19).

Un chiffre d'affaires d'environ 30 M €.

Plus d'informations sur le site : www.sep.justice.gouv.fr

Article 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation porte sur la Fourniture et livraison d'emballages carton, papier (caisses américaines, feuilles carton, rouleaux carton ondulé, papiers de soie, papiers kraft, etc....) et plastique (Adhésifs, films à bulles, feuillets, films étirable, sacs PEBD, film rétractable, etc...) destinés au conditionnement des produits manufacturés par les ateliers de l'ATIGIP-RIEP et du siège. Tout nouvel atelier créé sera automatiquement rattaché au marché. Les adresses de livraison sont précisées en annexe du CCP.

La consultation est divisée en 2 lots :

- Lot 1 : Emballage carton et papier
- Lot 2 : Emballage plastique

Chaque lot fait l'objet d'un marché distinct. Le marché prend effet à sa date de notification au titulaire.

Les caractéristiques des produits les plus couramment achetés sont indiquées dans les annexes à l'acte d'engagement « AE offre de prix ».

Tous les emballages carton, papier et plastique présentés au catalogue général du candidat et **non listés dans les annexes « AE offre de prix » sont également inclus au marché.**

Article 2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION

2.1. Étendue de la procédure

Le présent appel d'offres est ouvert et soumis aux dispositions des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique et au Cahier des Clauses Administratives Générales - Marchés publics de Fournitures Courantes et de Service (CCAG – FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021. (Le candidat déclare connaître parfaitement ces documents.)

2.2. Forme et durée du marché

La présente consultation donnera lieu à la conclusion d'accords-cadres avec émission de bons de commande en application des articles R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique et soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales - Marchés publics de Fournitures Courantes et de Service (CCAG – FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Pour chaque lot, le marché est passé pour **une première période d'un an** à compter de la date de notification.

Au-delà, il sera **renouvelable 3 fois par tacite reconduction**.

Le pouvoir adjudicateur peut se prononcer au plus tôt 3 mois avant la fin du marché sur la non reconduction de celui-ci. Si aucune décision n'a été prise au plus tard un mois avant la fin du marché, le pouvoir adjudicateur est considéré comme ayant accepté sa reconduction.

Quelle que soit la décision prise par le pouvoir adjudicateur, le titulaire peut faire part à celui-ci, au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché, de sa volonté de se désengager du contrat ; le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Article 3 - DIVISION EN TRANCHES OU EN LOTS

3.1. Dispositions générales

Le marché est divisé en 2 lots distincts, répartis de la manière énumérée ci-dessus (cf. art 1). Au titre du présent marché l'ATIGIP-RIEP pourra également passer des commandes pour l'ensemble des produits figurant au catalogue du titulaire.

Chaque candidat a la possibilité de soumissionner pour **un ou deux lots**.

Tous les lots sont attribués séparément et peuvent être attribués à un ou plusieurs titulaires.

3.2. Dispositions particulières à l'Accord-cadre avec émission de bons de commande

Le présent Accord-cadre est exécuté par émission de bons de commande, en application des dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique **au fur et à mesure des besoins** de ou des atelier(s).

Les consommations estimatives sont données à titre d'information dans les annexes AE Offre de Prix.

Article 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1. Forme juridique des groupements

L'accord cadre sera attribué soit à un opérateur économique individuel soit à des opérateurs économiques groupés dont le mandataire sera solidaire.

4.2. Variantes

Sans objet

4.3. Avance forfaitaire et acompte

Une avance de 5 % peut être accordée au Titulaire selon les conditions et modalités définies aux articles R2191-3 à R 2191-19 du code de la commande publique.

Une facture devra être établie par le titulaire pour toute demande d'avance.

4.4. Acompte

Des acomptes peuvent être versés conformément aux articles R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique. Toute demande d'acompte devra faire l'objet d'une facture. Seules les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché (livraison partielle) ouvrent droit au versement

d'acomptes.

4.5. Mode de règlement

Le mode de règlement choisi par l'administration contractante est le virement. Les références du ou des comptes à créditer sont indiquées à l'acte d'engagement et un RIB correspondant doit être joint.

4.6. Unité monétaire du marché

Les offres sont établies en **euro**.

4.7. Code CPV

Lot 1 : Papier et carton traités - 30197600-2

Lot 2 : Sachets d'emballage - 18937100-7 et Ruban adhésif 44424200-0

4.8 Délais

Pour tous les documents, tous les délais et décompte de jours sont comptés en jours calendaires.

Article 5 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des propositions est de **90 jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions à l'article 6.2 du présent règlement.

Article 6 - REMISE DES OFFRES

6.1. Conditions d'envoi des offres

L'offre contient les justificatifs à produire quant aux qualités et capacités du candidat prévues à l'article R 2143-3 du Code de la commande publique ainsi que l'offre technique et financière du candidat (cf. article 7 du présent règlement de consultation).

6.2. Réception des offres

Conformément et en application de l'article R 2132-7 du code de la commande publique, les candidatures et les offres doivent être uniquement transmises par voie électronique, pour l'ATIGIP RIEP les offres sont déposées exclusivement sur le site dont l'adresse Internet est : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

- Echantillons destinés au siège : ils doivent être adressés par tout moyen donnant une date certaine de réception ou être remis contre récépissé au service suivant :

ATIGIP
SEP - R.I.E.P
Bureau Achat - Marchés
11, Rue Louisa Paulin - B.P. 534
19015 TULLE

- Echantillons destinés aux ateliers : ils doivent être adressés par tout moyen donnant une date certaine de réception ou être remis contre récépissé au service suivant :

Centre de détention de Melun
Imprimerie ATIGIP
10, quai de la courtille
77011 MELUN cedex

Et

Maison Centrale d'Arles
Confection ATIGIP
2 Rue Joseph Seguin

Répartition des échantillons à expédier au siège de Tulle et aux ateliers : cf. art 7.3

Les offres remises sans échantillon ou échantillons non conforme ne seront pas examinées et seront rejetées. cf. art 7.3 du présent document)

- Offres “ dématérialisées ” : elles sont déposées sur le site <http://www.marches-publics.gouv.fr>. Échantillons à envoyer dans les conditions ci-dessus.

La date limite de réception des offres et des échantillons est fixée au :

15 Septembre 2025 à 12 heures

(En cas de remise contre récépissé, les réceptions sont assurées : Du Lundi au Vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 16 h 00.)

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus et seront renvoyés à leurs auteurs.

6.3. Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

Article 7 – CONTENU DES OFFRES

Important : La remise de l'ensemble des éléments énumérés ci-dessous est obligatoirement à respecter ; à défaut l'offre ne sera pas recevable.

7.1 Documents relatifs à la candidature

Le dossier de candidature devra impérativement comprendre l'ensemble des pièces justificatives exigées par le Code de la commande publique, notamment :

- La lettre de candidature : imprimé DC1 modèle du 1er avril 2019, dûment renseigné par le candidat en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques ou pour les candidatures groupées l'ensemble des membres du groupement
- La déclaration du candidat : imprimé DC2 modèle du 1er avril 2019, dûment renseigné par le candidat en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques ou pour les candidatures groupées l'ensemble des membres du groupement
- (Préciser les éventuelles certificats et agréments obtenus pour exercer l'activité professionnelle objet du présent marché)
- Une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF datant de moins de 6 mois.
- Les déclarations sur l'honneur prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la commande publique.
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société.
- Une copie de l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité.
- Autre pièce - (Copie du ou des jugements, si l'entreprise est en redressement judiciaire, copie des jugements prononçant cette décision.)
- Attestation fiscale de moins de 1 ans
- La liste des travailleurs étrangers ou une attestation sur l'honneur de non-emploi.

L'absence ou la non-conformité d'une ou plusieurs de ces pièces pourra entraîner le rejet de la candidature comme incomplète ou irrégulière, conformément aux dispositions de l'article R.2144-7 du Code de la commande publique.

7.2 Documents relatifs à l'offre

- ***L'acte d'engagement : Imprimé ATTR11***

Renseigné et signé ainsi que **ses annexe AE « Offre de prix »** lot 1 et 2. Eventuellement, des annexes techniques supplémentaires du candidat.

- **Le C.C.P n° 07/15052025** Paraphé à toutes les pages (recto/verso) signé et tamponné en dernière page.
- **L'annexe CCP** « Considérations sociales et environnementales ».

7.3 – Échantillons

Les candidats doivent faire parvenir, pour chaque lot, les échantillons suivants référencés dans l'annexe à l'Acte d'Engagement « offre de prix » ainsi qu'un exemplaire de leur catalogue général de l'ensemble des produits distribués en format numérique et du tarif net remis correspondant.

Les échantillons doivent être identifiés par une étiquette au nom du candidat et être obligatoirement accompagnés d'une fiche technique correspondant aux caractéristiques techniques de l'échantillon fourni.

Lot	Désignation	Quantité	Site de livraison
1	Caisse AM 600X400X300 DC	5	Melun imprimerie
1	Caisse AM 600X400X150 SC	5+5	Tulle + Melun imprimerie
1	Caisse AM 450X205X380 SC 30KGS RAINAGES SUP À 270/170	5	Rennes confection
2	ADHESIF MASQUAGE ROULEAU 25 MM x 50 ml	6	Tulle
2	RUBAN ADHESIF PVC 32μ HAVANE- 48 mm	6+6	Tulle + Melun imprimerie
2	RUBAN ADHESIF POLYPROPYLENE/SOLVANT TRANSPARENT- 48 mm	6+6	Tulle + Arles
2	RUBAN ADHESIF PP SB ACRYL HIGH TACK HAVANE 48 MM	6+6	Tulle + Arles
2	RUBAN ADHESIF POLYPROPYLENE/ACRYLIQUE HAVANE	6+6	Tulle + Melun imprimerie
2	FILM ETIRABLE MANUEL « CAST » 17 μ – TRANSPARENT- LAIZE 450MM	6+6	Tulle
2	FILM BOLORE THERMO RETRACTABLE 19μ LAIZE 200	1	Melun imprimerie
2	FILM THERMO RETRACTABLE BE 19C 2 856M2 LAIZE 400 mm	1	Melun imprimerie
2	FILM THERMO-RETRACTABLE Polyoléfine 19μ Brillant et transparent LAIZE 450 mm	1	Melun imprimerie
2	FILM THERMO RETRACTABLE POLYOLEFINE BE laize 500mm	1	Melun imprimerie

Les offres remises sans échantillons et catalogue seront rejetées.

Les échantillons sont à adresser **avant le 15 Septembre 2025 à 12h00** au siège à tulle et aux ateliers dont les adresses sont précisées à l'article 6.2 du présent règlement de consultation

La fourniture des échantillons est à la charge du candidat et ne donnera pas lieu à indemnisation. Les échantillons ne seront pas restitués.

Article 8 – OUVERTURE DES PLIS – EXAMEN DES OFFRES

Le choix et le classement des offres sont effectués dans les conditions prévues au code de la commande et selon les modalités définies ci-après :

8.1. Analyse des offres

Le Pouvoir Adjudicateur procède à l'ouverture des plis arrivés à destination à la date mentionnée à l'article 6 du présent règlement de consultation et en enregistre le contenu.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que l'ensemble des documents demandés au titre de la candidature ont été transmis.

Les candidats dont les documents exigés n'ont pas été produits dans le délai fixé sont éliminés.
Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens des articles R 2152-1 à R 2152-2 du code de la commande publique sont éliminées ou modifiées conformément à cet article.

De même, les offres anormalement basses sont jugées conformément aux articles R 2152-3 à R 2152-5 du code de la commande publique.

Le Pouvoir Adjudicateur procède à l'analyse des offres et des échantillons remis par les candidats, l'analyse sera réalisée par un laboratoire agréé ou un personnel de l'ATIGIP.

8.2. Choix de l'offre économiquement la plus avantageuse

Le jugement et le classement des offres des candidats seront effectués dans les conditions prévues aux articles R 2152-6 à R 2152-8 du code de la commande publique au moyen des critères suivants classés par ordre décroissant d'importance :

Critère technique - noté sur 30

Qualité de gammes de produits ; qualité des échantillons ; fiche technique ; compatibilité avec gamme de produits fabriqués par SEP ; exhaustivité catalogue ; moyens mis en œuvre pour la gestion des commandes.

Prix de la fourniture – noté sur 40 pts,

Considération sociales et environnementales – noté sur 15 pts,

Certifications, moyens mis en œuvre en matière d'éco-responsabilité degré d'implication (certification, labels, normes...)

Délai de livraison – noté sur 15 pts,

8.3 - Attribution du marché

L'entreprise doit obligatoirement, sous peine de rejet de son offre pour non-conformité, indiquer sur dans l'acte d'engagement son adresse mail de contact privilégiée.

L'attributaire reçoit, via la plateforme de dématérialisation, un mail l'informant qu'il est l'attributaire du marché.

Information des entreprises non retenues : L'entreprise non retenue reçoit, via la plateforme de dématérialisation, une information relative au rejet de son offre par le pouvoir adjudicateur